

IA ET ÉDUCATION : ALERTE GÉNÉRALE !

DOSSIER

COORDONNÉ PAR :

Jean-François Claudon
et Gwenaél Le Pailh

ONT PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION :

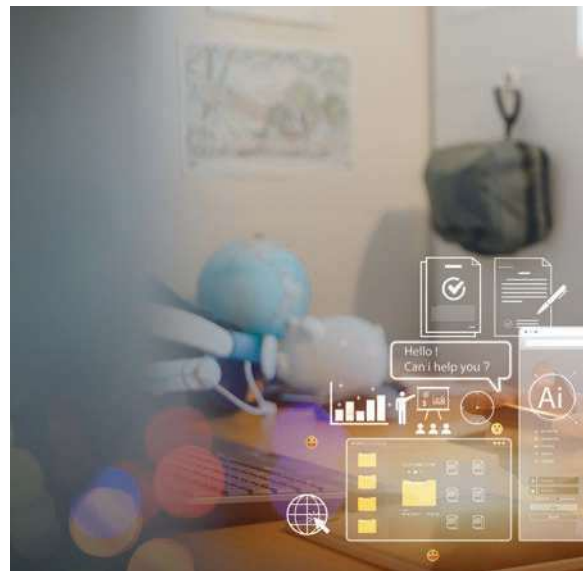
Laëtitia Benoit,
Christophe Cailleaux,
Géraldine Duriez,
Claire Guéville,
Amélie Hart,
Yannick Lefebvre,
Clarisse Macé,
Sébastien Quéniart

L'intelligence artificielle (IA) envahit notre quotidien. Face à la dénaturation de nos métiers et de nos missions qu'annonce le « tout IA », il est temps de s'ériger en lanceurs et lanceuses d'alerte.

PRÉSENTÉE PAR LE MINISTÈRE COMME LA PANACÉE à même de « libérer » les professeur-es des tâches les plus ingrates et les plus répétitives, l'IA relève surtout de l'effet d'aubaine susceptible à ses yeux de tout justifier : la hausse indéfinie du nombre d'élèves par classe, la remise en cause des obligations réglementaires de service (ORS), la capitulation en rase campagne sur le front du recrutement, le perpétuation *ad vitam* du gel du point d'indice... Mais le rapprochement aussi récent que spectaculaire entre le monde de l'éducation et celui de la tech cache des liaisons encore plus dangereuses qu'il n'y paraît.

IA : DÉFINITION(S) ET ENJEUX

Pour penser les Intelligences artificielles (le pluriel est préférable), il faut commencer par les définir. La tâche n'est cependant pas si simple.



ON POURRAIT, COMME STÉPHANE D'ASCOLI (CHERCHEUR POUR META), dire que c'est « un terme vague, subjectif, dont le sens évolue au gré des avancées techniques ». C'est peu satisfaisant et révélateur d'une volonté de réserver cette affaire aux seul-es expert-es. Le ministère de l'Éducation nationale, lui, considère comme relevant des IA « tout service numérique fondé sur des algorithmes probabilistes, s'appuyant sur le traitement statistique de vastes ensembles de données sur lesquels ils sont entraînés et capables de produire des résultats comparables à ceux obtenus par une activité cognitive humaine ». Définies de la sorte, elles restent des agencements de machines et de programmes, ce qui correspond à notre expérience quotidienne : celles des « IA génératives grand public » (comme ChatGPT), maintenant doublées par des « agents IA » (comme Claude), conçues dans leur grande majorité par et pour des industriels proches du pouvoir trumpiste.

D'ALAN TURING À L'IDÉOLOGIE DE LA TECH

Plus largement, on peut rappeler que l'IA est aussi une discipline universitaire, née au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, notamment à travers les réflexions du mathématicien britannique Alan Turing et de son fameux « *imitation game* ». Bien qu'il n'utilise pas l'expression d'IA, c'est bien cela qu'il participe à désigner, dès son origine, comme un simulacre d'humain, comme une tromperie. Depuis, la discipline a traversé des « hivers », mais aussi des « printemps », comme celui que nous vivons actuellement, où elle semble faire des bonds de géant.

Mais les IA ne sont pas que cela. Elles sont aussi un ensemble de discours marketing : qu'un produit soit « dopé à l'IA » est devenu un argument de vente, y compris dans le secteur éducatif, pour des manuels scolaires numériques par exemple ! Elles sont aussi une idéologie. Les présenter comme un tsunami ou tout autre processus naturel rend l'introduction des IA dans nos vies inévitable, et même indiscutable. Ou bien on assène qu'il est impensable de ne pas participer à la course mondiale à l'innovation. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a pas d'alternative ! L'ensemble des forces capitalistes et productivistes mondiales semblent y jeter leurs forces, articulant des risques majeurs pour l'humanité que les IA n'inventent nullement, mais accélèrent : bulle financière, dévastation environnementale, prédation des données personnelles et

LA PERCEPTION DES FRANÇAIS-ES

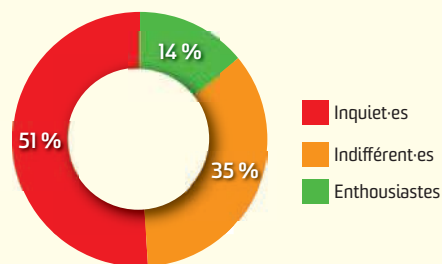
Les Français-es expriment majoritairement une forme de défiance vis-à-vis des IA. Ils et elles perçoivent plus les dangers inhérents à l'IA que le reste de la population occidentale, qui est elle-même moins enthousiaste que les nations en voie de développement.

de l'ensemble des productions humaines, exploitation de travailleurs et travailleuses du Sud, marchandisation généralisée, dégâts psychologiques, déshumanisation, destruction du rapport au réel, fascination, surveillance, militarisation, tensions impérialistes, etc.

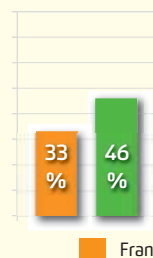
LE DERNIER STADE DU TAYLORISME ?

Enfin, on peut à l'instar du sociologue Juan Sebastian Carbonell, définir les IA comme un nouveau taylorisme. Le temps long du capitalisme nous a habitués à la transformation radicale par les machines des métiers dits manuels, notamment dans l'agriculture et l'industrie. Les IA, en automatisant des tâches considérées comme intellectuelles, prolongent ces processus

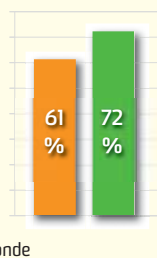
La perception de l'IA par les Français-es



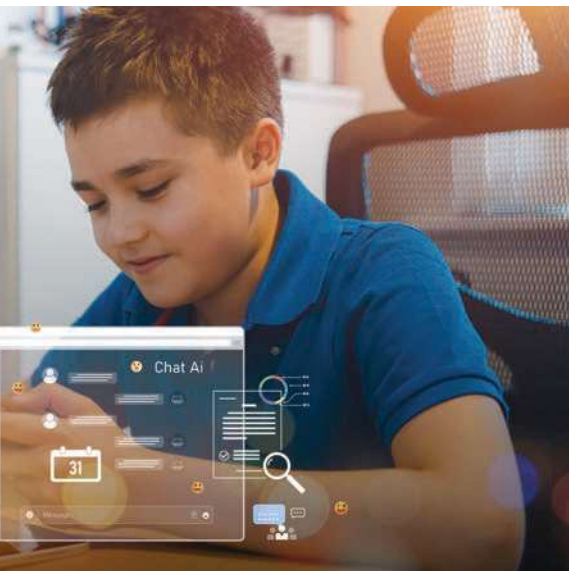
Part des personnes sondées se déclarant prêtes à faire confiance à l'IA



Part des personnes sondées acceptant ou approuvant l'IA



© Étude de KPMG et de l'Université de Melbourne



© Anichalee / Shutterstock.com

IA ET APPRENTISSAGES : LE COURT-CIRCUIT

Parmi toutes les alertes sur les IA (particulièrement du type génératives grand public – IAG), les dangers cognitifs sont de mieux en mieux documentés.

de dépossession dans des secteurs jusqu'ici plus épargnés, dont l'Éducation.

Cette menace prend forme à travers rapports, discours et expérimentations institutionnels. Le ministère rappelle bien souvent qu'une partie des IA déployées dans les classes sont des « adaptatives », développées par des startups françaises ou européennes (sans mise en danger des données, nous promet-on), et parfois même hébergées en son sein. Mais la réalité du terrain – celle dont on trouve des échos jusque dans le « cadre d'usage de l'IA » ministériel –, c'est la présence massive des IA génératives grand public, qu'il s'agisse des usages des élèves, en classe ou au-dehors, ou de ceux de collègues en nombre croissant. Les usages que l'administration déploie, encourage ou permet interrogent plus encore : conception des cours, correction des copies, différenciation, inclusion, orientation, mais aussi gestion « plus humaine » (sic) des personnels par l'IA, compte-rendu de réunions, élaboration de la carte scolaire, « prédiction du décrochage » (sic), etc. La liste des tâches dont les IA pourraient « libérer » les personnels semble sans limites. Autant d'usages que l'administration ne fait pas qu'accompagner, mais auxquels elle incite, dans un plan tout à fait explicite « d'acculturation ».

TOUT SAUF DES OUTILS NEUTRES

Ainsi définies, les IA sont loin de n'être que des « outils ». Ce sont plutôt ce que le philosophe Gilbert Simondon appelait des « dispositifs socio-techniques » qui nous rappellent que la question principale n'est pas tant de savoir ce qu'on peut en faire, que de savoir ce qu'ils nous font. Ce qui devrait devenir de toute urgence l'objet d'un débat démocratique. ♦

UNE DES ÉTUDES MAJEURES DE CES DERNIERS MOIS, celle dirigée par Hamsa Bastani et menée sur près de 1 000 lycéen·nes aux États-Unis, entendait voir si l'usage d'assistants-IA favorisait les apprentissages en mathématiques. Les données récoltées indiquent que les résultats des élèves assisté·es par une IA s'élèvent à court terme, mais se détériorent sensiblement dès que la « béquille » numérique leur est enlevée et deviennent inférieurs à ceux des élèves n'ayant pas disposé d'une telle assistance.

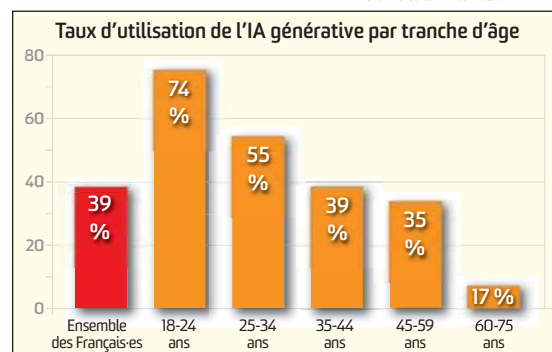
DEUX ÉTUDES CONVERGENTES

Il semble qu'après un usage dans un premier temps précautionneux, les élèves cessent de vérifier ce que leur propose l'IA, en baissant la garde de leur esprit critique. Rapidement donc, leurs apprentissages seraient en quelque sorte délégués à la machine. Cette dernière, en mimant en un clic le travail scolaire, court-circuite ce que sont profondément les apprentissages : des chemins qu'il faut accepter de parcourir, souvent lentement et en tâtonnant, afin de se les approprier, d'être capables de les emprunter à nouveau de manière autonome.

Plus récemment encore, l'étude pilotée par Grace Liu, menée sur un panel de 1 222 participant·es devant mener des tâches de raisonnement mathématique ou de compréhension écrite, établit les mêmes corrélations. Les auteurs et autrices de cette enquête soulignent un élément nouveau : la persévérance dans la tâche serait affectée même par un usage très bref des assistants-IA, de l'ordre de dix minutes. Elles et ils n'hésitent pas à parler de liens causaux, expliquant que l'usage d'un assistant-IA « conditionne les personnes à obtenir un résultat immédiat, les privant de l'expérience d'affronter des apprentissages par elles-mêmes ». En d'autres termes, l'extrême efficacité de la machine aboutirait très rapidement à dévaloriser à la fois les capacités à apprendre par soi-même ainsi que le sens même des apprentissages. Ce qui, dans une logique d'auto-

UNE UTILISATION DIFFÉRENCIÉE

Parmi la population adulte, les plus jeunes constituent de loin la tranche d'âge qui a le plus recours à l'IA, notamment générative. Les données manquent pour les mineur·es, mais les chiffres d'un récent sondage de la CNIL sont alarmants.



► ► ► renforcement, conduirait à utiliser plus encore les IA.

RETROUVER LE PLAISIR D'APPRENDRE

Nous ne pouvons faire l'économie de questions majeures : qu'est-ce qui mène les élèves à avoir recours aux IAG ? Quels agencements les rendent si désirables à leurs yeux ? S'ouvre là un champ d'études interdisciplinaires comme de questionnements professionnels et syndicaux. On pourrait rappeler les incitations commerciales et politiques à l'usage des IA, jouant du conformisme social. Mais c'est aussi le fonctionnement actuel de l'École qu'il faut interroger : la centralité de l'évaluation, le contrôle continu, le productivisme scolaire articulé à des logiques de reproduction sociale sont très probablement en cause. Pour les élèves les plus éloignés de l'École, celle-ci n'est qu'une laborieuse suite de productions de travaux dénués de sens, si ce n'est celui de trouver sa place dans une compétition. Dans ce cadre, le recours à des IA génératives peut sembler logique – même si c'est de manière très court-termiste, et *in fine* de façon totalement trompeuse.

C'est bien cela qu'il faut souligner : les IA prospèrent sur des aliénations et dominations systémiques et, comble de l'imposture, prétendent en proposer une libération, alors qu'elles ne font que les renforcer. Ainsi, les usages des IA dans l'éducation incarnent le strict inverse du projet éducatif émancipateur du SNES-FSU. Pour l'incarner, l'École publique doit être radicalement repensée dans un objectif de transformation sociale. ♦

Références

- H. Bastani & alii, « Generative AI Can Harm Learning », *The Wharton School Research Paper* n° 122 (juillet 2025), <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4895486>.
- G. Liu & alii, *AI Assistance Reduces Persistence and Hurts Independent Performance* (preprint), avril 2026, <https://doi.org/10.48550/arXiv.2604.04721>.

AUTOMATISER LA CORRECTION DE COPIES ?

Des moteurs d'IA proposent déjà de prendre en charge nos paquets de copies. La tentation est forte d'y recourir car corriger est souvent une épreuve. Bien des réponses demandent des arbitrages exigeants et usants par leur répétition. Comment évaluer cette réponse inattendue ? Qu'écrire dans la marge de clair et utile ? Qu'en fera l'élève ? Et la dégradation des conditions d'enseignement renforce nettement le caractère éprouvant de l'évaluation. Mais le fait de lire et d'évaluer des milliers de productions d'élèves, cet accès direct à leur écrit, construit et nourrit les professeur-es en tant que professionnel-les. Au-delà d'une simple mesure de l'efficacité de l'enseignement – fort utile au demeurant pour améliorer ce dernier –, ce qui est lu dans les copies infuse de bien des façons, au fil du temps et parfois de manière imperceptible. Tant d'idées, pistes ou réflexions, pas toujours en lien direct avec l'évaluation corrigée, nous viennent en lisant nos élèves ! Celles et ceux qui veulent libérer les enseignant-es de la correction de copies n'ont rien compris au métier. Quel-le professeur-e pourrait accepter d'être réduit-e à un-e simple lecteur ou lectrice de comptes rendus de machine, même exacts et précis ? Que seraient des enseignant-es qui n'apprennent pas de leurs élèves ?

LA GRANDE DÉPOSSESSION

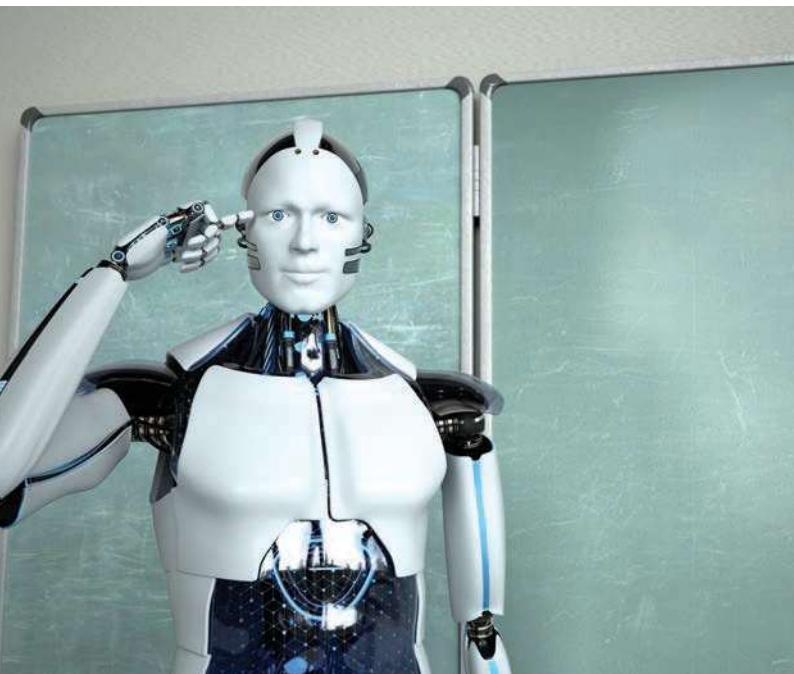
Les promesses des laudateurs de l'IA ne sont que des impostures visant à voiler une stratégie de taylorisation et de dépossession.

DANS LES ANNÉES 1980, le film *Terminator* offrait l'image fictive d'un policier augmenté. En 2026, c'est celle du « professeur augmenté » que l'on tente de nous vendre, alors même que l'effet de l'IA est de transformer les personnels de l'Éducation nationale en agent-es diminué-es. Souvenons-nous que c'est Jean-Michel Blanquer qui, le premier, a prétendu vouloir « libérer » les professeur-es grâce à l'IA (décembre 2018). Comment croire que celui qui a tant piétiné nos métiers, les élèves et l'École publique veuille alléger notre charge de travail ? Le refrain est désormais bien connu : avec l'IA, non seulement nous allons gagner du temps pour la préparation des cours et la correction de copies, mais encore le suivi des élèves sera plus individualisé et efficace... Cette « libération » est lourde d'une menace : celle de transmuter nos tâches de conception en techniques d'exécution. L'installation et le *coaching* d'élèves devant des applications deviendraient la compétence première attendue, la transmission des savoirs étant désormais déléguée aux machines. Dans la même logique, les IA dégradent la professionnalité des Psy-ÉN et CPE.

CPE ET PSY-ÉN CONCERNÉ-ES !

L'ambition est d'imposer l'IA aux CPE, notamment dans le suivi individuel et collectif des élèves, le cœur de métier. Dans un contexte où, pour trop de collègues, le nombre croissant des tâches et les effectifs d'élèves à suivre sont incompatibles avec un exercice serein de leurs missions, on pourrait faire des CPE de grand-es superviseurs et superviseuses d'indicateurs. L'IA conduirait cette standardisation des pratiques au nom d'une meilleure efficacité du « pilotage de la vie scolaire » et d'un gain de temps. La stratégie est claire : intensifier le travail et enfermer les CPE dans une logique managériale.

En orientation scolaire, les startups, entreprises de coaching mais aussi certains sites régionaux d'information sur les formations et les métiers intègrent à présent l'IA. Des sites vantent aux élèves des gains de temps grâce à une sélection correspondant au profil et goût de chacun-e, des lettres de motivation *ad hoc* réalisées sur-le-champ. On fait valoir la logique imparable du tableau que dresse l'IA pour les élèves. Les Psy-ÉN doivent lutter pour renégocier des situations dans lesquelles la complexité et la singularité ont été niées, avec une place qui ne les fait intervenir qu'en bout de circuit pour limiter ou réparer les dégâts dans un temps restreint.



© Alexander Limbach / Shutterstock.com

27 %
DES
SALARIÉ-ES
UTILISANT L'IA
S'ASSURENT
DE LA
VÉRACITÉ
DE L'INFORMATION
GÉNÉRÉE
AVANT DE
L'UTILISER...

L'ÈRE DU CONTRÔLE

Le dispositif concret à l'œuvre dans cette déqualification, c'est le *dashboard*, ou tableau de bord, installé sur les applications commerciales « dopées à l'IA ». Derrière le *dashboard*, l'adulte supervise des groupes d'élèves potentiellement nombreux. Mais cet outil est en réalité un dispositif de contrôle de l'élève... et de l'agent-e ! Car à travers le *dashboard*, les personnels sont orientés par la machine et se voient proposer du contenu aux élèves ou des décisions les concernant. Personnels comme élèves sont régulés et dirigés par la machine. Et le taux d'encadrement peut fortement diminuer.

L'insistance avec laquelle les promoteurs de l'IA invoquent l'esprit critique a de quoi interroger. En lieu et place d'esprit critique, ce sont des compétences de vérification des contenus qui sont exigées des utilisateurs et utilisatrices. Les productions d'IA n'étant pas fiables, il faut « repasser derrière » dans le but d'obtenir un résultat correct et de permettre en sus d'améliorer gratuitement les machines. C'est là que la grande dépossession se poursuit : dans le fait de livrer un travail gratuit à des intérêts privés.

À QUI PROFITE L'IA ?

La promesse du gain de temps n'est rien d'autre que l'appât pour séduire les personnels surchargés de tâches et missions. Or, qui dit gain de temps dit intensification du travail. Qui peut croire que notre institution, surtout dans un contexte de pénurie de fonctionnaires, laissera

C'est la somme que devraient atteindre cette année les investissements dans l'IA d'Amazon, Alphabet (Google), Microsoft et Meta.

650 MILLIARDS DE DOLLARS

OpenAI a finalisé une levée de fonds propres record de 122 milliards de dollars. Amazon y contribue à hauteur 50 milliards, en contrepartie de quoi OpenAI s'engage à utiliser le *cloud* mis au point par la firme de Jeff Bezos à hauteur de 100 milliards.

31 MARS 2025

C'est l'année où OpenAI – l'entreprise qui a lancé ChatGPT – estime pouvoir devenir rentable.

PAS AVANT 2029

En décembre 2025 a été lancée, sous la houlette du département d'État, la *Pax silica*, une coalition internationale associant les « alliés et partenaires de confiance » des IA étasuniennes afin de sécuriser la chaîne de valeur du secteur. Sont membres de cette alliance l'Australie, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, la Grèce, l'Inde, Israël, le Japon, le Qatar, le Royaume-Uni et Singapour.

VOUS AVEZ DIT PAX SILICA ?

Une requête ChatGPT consomme près de 10 fois plus d'électricité qu'une recherche Google.

10 FOIS PLUS

les personnels profiter à leur guise du « temps gagné » ? Si nous sommes « libéré-es » de la conception des cours et la correction des copies, on nous imposera plus d'élèves et plus de classes !

En déqualifiant les personnels, en standardisant les pratiques professionnelles, en automatisant les tâches, c'est une politique néolibérale de destruction du service public d'éducation qui est à l'œuvre. Ce travail de sape sert les intérêts de l'EdTech prête à sous-traiter les apprentissages avec l'espoir d'importants retours sur investissement. Ces IA fourniront des résultats médiocres, mais, comme les scolaires, à l'instar des déserts médicaux, s'accroissent, il est à craindre que la médiocrité soit présentée comme « mieux que rien » pour la masse des élèves.

DÉCONSTRUIRE L'IMPOSTURE

L'attrance pour certains usages s'ancre dans un agencement d'aliénations organisées par l'institution (effectifs pléthoriques, programmes infaisables, contrôle continu, tri social violent, déficit de formation...) et les IA peuvent nous apparaître comme une libération en nous faisant « gagner du temps », alors qu'elles n'ont fait qu'accroître tous les problèmes en retour. La lutte contre l'imposition des IA dans nos métiers rejoint donc l'ensemble de nos luttes syndicales, elle en devient une des composantes fondamentales. ♦

« Il faut prendre conscience de ce que l'IA signifie. »

Entretien avec Marianne Blanchard, maîtresse de conférence en sociologie à l'université Jean-Jaurès de Toulouse



© DR

MARIANNE BLANCHARD

est chercheuse au Centre d'étude et de recherche Travail Organisation Pouvoir (CERTOP) et enseigne à l'INSPE Midi-Pyrénées. Elle est l'auteur de nombreux articles sur le monde de l'éducation et de la recherche, et a coécrit, avec Joanie Cayouette-Remblière, *Sociologie de l'école* (La Découverte, coll. Repères, 2016)

Quels sont les principaux usages de l'IA dans l'enseignement supérieur et la recherche ?

Il est difficile de répondre précisément à cette question, car en dehors d'une étude récente conduite par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche¹, il n'existe pas véritablement d'état des lieux. Le bilan des usages que dresse cette étude est assez général. Les enseignant-es l'utilisent pour préparer les cours, pour construire leurs évaluations et comme « assistance à la correction » ; les étudiant-es d'abord pour chercher des informations, et pour l'aide à la rédaction ; le personnel administratif pour synthétiser des documents, etc. Une chose est certaine : cet usage se développe extrêmement vite, en s'appuyant dans la majeure partie des cas sur des IA génératives « grand public » (dans l'étude du ministère, ChatGPT est citée comme IA la plus utilisée par 95 % des étudiant-es et 90 % des enseignant-es).

Pensez-vous que ces usages soient corrélés à un basculement du rapport à la vérité, à la connaissance scientifique, ou qu'ils participent au risque d'un tel basculement ?

Beaucoup d'étudiant-es utilisent ChatGPT comme un moteur de recherche, et n'ont pas conscience du fait que l'IA ne va pas « chercher » une information, mais qu'il la produit. C'est assez déroutant, lorsqu'on sait qu'elles et ils sont formé-es tout au long de leur scolarité aux médias et à l'information, à croiser et vérifier leurs sources. Mais leurs ainé-es ne montrent pas forcément l'exemple : on commence à voir des articles publiés dans des revues scientifiques, et dont les références bibliographiques contiennent des textes qui n'existent pas ! Il me semble ici que, plus qu'un basculement du rapport à la vérité, on perçoit les effets d'un rapport au temps fondé sur l'urgence et l'immédiateté, dans lequel la connaissance devrait s'obtenir de façon quasi instantanée, bien loin du fait scientifique patiemment « *conquis, construit et constaté* », pour reprendre la célèbre formule de Gaston Bachelard.

Dans le manifeste* que vous venez de publier avec vos collègues de l'Atécopol, vous opposez à la généralisation de l'IA la notion d'objection de conscience. Pour quelles raisons ? Peut-on articuler ce concept au principe de précaution ?

À l'origine du manifeste, il y avait cette impression partagée par plusieurs collègues de l'Atécopol (Atelier d'écologie politique de Toulouse) de faire face à un rouleau compresseur de l'IA générative (IAg), avec un usage massif de la part de nos étudiant-es, et des incitations institutionnelles fortes pour que nous fassions de même dans nos pratiques. L'appel à l'objection de conscience face à l'IAg était en premier lieu un moyen collectif de dire : « *Stop ! Faisons une pause, réfléchissons ensemble à ce qui est en train de se passer* ».



© DR / PauseIA

L'idée n'était pas tant d'afficher une forme de pureté militante en disant : « *Moi, je ne l'utilise pas* », que d'inviter à prendre conscience de ce que signifie cette technologie, en termes écologiques et sociaux.

Et je ne pense pas qu'il s'agisse d'un principe de précaution, car en l'état des connaissances nous savons que l'IA est un gouffre énergétique et matériel, incompatible avec les limites planétaires. Nous savons aussi son coût humain, avec d'un côté l'ultra-prolétariat des travailleurs et travailleuses du clic, et de l'autre les suppressions d'emplois qui adviennent déjà dans certains secteurs. Nous connaissons enfin les enjeux politiques et démocratiques, avec des IA non souveraines, portées par des entreprises aux visées plus que discutables (transhumanisme, eugénisme, autoritarisme, etc.).

En développant les usages de l'IA, on se rend dépendant d'une technologie qui, à de nombreux égards, n'est pas soutenable. S'opposer à l'IA relève plus aujourd'hui de l'autodéfense que de l'application du principe de précaution. ♦

1. *IA et enseignement supérieur : formation, structuration et appropriation par la société*, <https://mission-ia-sup.forge.apps.education.fr/#>.

* Un manifeste intitulé *Face à l'IA générative, l'objection de conscience* a été rédigé fin 2025 par les membres de l'Atelier d'écologie politique de Toulouse. On peut le consulter – et le signer – à l'adresse suivante : <https://atecopol.hypotheses.org/13082>

UN PRINCIPE DE PRÉCAUTION

La dernière enquête TALIS, qui révélait que la France était le pays de l'UE où les métiers de l'enseignement étaient les moins valorisés socialement, a dégagé un autre constat, passé plus inaperçu.

LA FRANCE EST EN EFFET LE PAYS DE L'UE où le taux de personnels qui « utilisent l'IA pour faciliter les apprentissages en collège » est le plus bas (14 %, pour un taux moyen dans l'Union de 32 %). On comprend mieux pourquoi le ministère ne lésine pas sur les moyens pour convaincre que les IAG – bien entendu maîtrisées, administrées et souveraines (!) – seraient profitables aux élèves comme aux personnels. La circulaire de rentrée 2026 est un exemple du double discours porté au plus haut niveau par le ministre avec le crédo de la maîtrise de l'IA comme garantie de l'« autonomie intellectuelle et mentale dans l'usage de ces outils, comme, en temps voulu, d'en tirer le plein potentiel ».

UNE VOIX QUI PORTE

Face à la déferlante, le SNES-FSU défend l'idée que l'École doit rester un espace où l'accès au langage, à l'écrit et à la pensée passe par des apprentissages concrets et incarnés où l'effort intellectuel est irremplaçable. La liberté pédagogique permet bien sûr de mettre à distance toutes les offensives et dérives hasardeuses. Mais le SNES-FSU défend par ailleurs un principe de précaution face à l'IA, un bon appui pour ne pas céder à des initiatives dont on pressent qu'elles ne sont pas cohérentes avec notre idée du métier.

Loin de prescrire ou culpabiliser quiconque, le SNES-FSU a développé une réflexion qu'il partage et met en débat dans des stages syndicaux particulièrement fréquentés. Ses mandats intéressent aussi nos syndicats frères de l'Internationale car partout, on s'interroge sur la transformation des métiers de l'enseignement confrontés à une pénurie de personnels et à une fuite en avant libérale qui pille les richesses intellectuelles comme elle exploite les ressources naturelles.

ÉDQUER, C'EST HUMAIN !

Le SNES-FSU profite de chaque occasion pour faire entendre ses réserves sur l'utilisation de l'IA à l'École. À une Inspectrice générale défendant l'IA dans un référentiel de formation en BTS tertiaire pour rédiger sans faute un mail, il a rappelé le rôle des enseignements dans la maîtrise de la langue. Les parents d'élèves pourraient devenir des alliés pour faire entendre que leur enfant a besoin d'enseignant-es formé-es, et non d'une IA censée diversifier une séance ou assurer un remplacement. Il en va aussi des corrections de copies, où la connaissance de l'élève tout au long de l'année permet d'en apprécier les progrès – qu'il convient évidemment de valoriser.

Le SNES-FSU défend les collectifs de travail avec des équipes pluriprofessionnelles complètes pour que les collègues se rencontrent et se parlent sur leur temps de service. La perspective d'une IA qui se substituerait à l'écoute et aux compétences des CPE ou des Psy-ÉN ne serait une bonne nouvelle ni pour les élèves, ni pour les enseignant-es. ♦



© DR

VIVE LA SOUVERAINETÉ ABSOLUE ?

« Une IA souveraine, ouverte et évolutive pour soutenir les enseignants dans leurs activités », disponible dès l'année scolaire 2026-2027 : voilà ce qu'avait annoncé Elisabeth Borne, alors ministre de l'Éducation nationale, en février 2025, au sommet pour l'action sur l'IA. Outre l'opacité de ce projet financé à hauteur de 20 millions d'euros, on ne peut que dénoncer le fait que l'argument de la souveraineté numérique serve, une nouvelle fois, à justifier un déploiement massif et aveugle de l'intelligence artificielle, en éducation comme dans les autres domaines. Pour l'État comme pour l'UE, la seule façon d'être souverain serait d'avoir des *data centers* de plus en plus nombreux et de plus en plus grands. Le projet Campus IA à Fouju, en Seine-et-Marne, est emblématique de cette logique productiviste qui ignore les impacts désastreux de ce type d'infrastructures sur l'environnement et la population. Ce site, appelé à devenir le plus grand *data center* d'Europe, est présenté comme stratégique pour la souveraineté numérique hexagonale. En fait, 70 % du capital de Campus IA sont détenus par un fonds d'investissement d'Abu Dhabi, MGX, dont on connaît les liens avec Trump, les géants américains de la Tech... et la Chine ! La start-up française Mistral AI n'en possède, elle, que 1 % ! Des terres agricoles sacrifiées, une consommation électrique hors normes, des rejets de particules fines et de monoxyde de carbone qui dépasseront les seuils toxiques... le tout au nom d'une souveraineté qui a tout d'un *deepfake*. ♦

180
MILLIONS DE
TONNES
C'EST CE QUE
REPRÉSENTENT
LES ÉMISSIONS
LIÉES À LA
CONSOM-
MATION
ÉLECTRIQUE
DES DATA
CENTERS.